

Nancy Adamson, Linda Briskin et Margaret McPhail, *Feminist Organizing for Change*

Peta Tancred-Sheriff

Volume 2, numéro 2, 1989

Convergences

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057570ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057570ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tancred-Sheriff, P. (1989). Compte rendu de [Nancy Adamson, Linda Briskin et Margaret McPhail, *Feminist Organizing for Change*]. *Recherches féministes*, 2(2), 173–175. <https://doi.org/10.7202/057570ar>

Dans l'ensemble, cet ouvrage constitue un excellent document de référence générale pour qui s'intéresse à la condition des femmes dans les institutions d'enseignement supérieur. Les étudiantes, les étudiants, les chercheuses et les chercheurs y trouveront une source abondante d'intuitions et d'hypothèses. Les gestionnaires et les interventionnistes apprécieront particulièrement le dernier chapitre qui fournit de nombreuses pistes d'actions. Ce chapitre est très stimulant et efface la « petite déprime » qui envahit la lecture à mesure que se dessine l'image d'ensemble de la situation des femmes dans plusieurs universités anglophones canadiennes.

En finissant, nous pouvons présumer que, si les universités francophones avaient fait partie de l'échantillon, elles n'auraient pas forcément obtenu une mention exemplaire de non-sexisme. Nous aurions cependant apprécié que les auteures puissent en traiter. Bienvenue au Québec à mesdames Anne Innis Dagg et Patricia Thompson en vue de la préparation d'un prochain ouvrage !

*Renée Cloutier
Département d'administration
et politique scolaires
Université Laval*

Notes

1. Les italiques sont de moi.
2. Entre autres, Madame Dagg en a appelé devant la Cour suprême de l'Ontario du refus de la Commission ontarienne des droits de la personne de constituer une commission d'enquête concernant sa candidature qui n'avait pas été retenue à un poste de professeure dans son champ de recherches à l'Université Wilfrid Laurier (pp. 4-5).
3. « the incredible anti-woman ambience » (p. 1).
4. Je pense ici à des ouvrages comme ceux réalisés à l'Université York et à l'Université Laval : — Québec, Université Laval, *L'Université Laval au féminin*, Rapport du Comité d'étude sur la condition féminine à l'Université Laval, 1980; — Ontario, York University, *A Report to the President of York University of the Status of Women of York University. An Update of the 1975 Senate Task Force Report on the Status of Women at York University. Equity for Women : The First Decade*, 1985.

Nancy Adamson, Linda Briskin et Margaret McPhail, *Feminist Organizing for Change : The Contemporary Women's Movement in Canada*. Toronto, Oxford University Press, 1988.

Trois féministes de Toronto livrent leur pensée sur le mouvement des femmes au Canada dans un livre qui laisse la lectrice pour le moins perplexe. Selon les auteures, l'œuvre ne vise pas à étudier les thèmes qui ont préoccupé le mouvement des femmes depuis une vingtaine d'années, mais plutôt le mouvement lui-même, c'est-à-dire son histoire, ses modes d'organisation, son idéologie et son degré de réussite (p. 7).

Cependant, on constate assez rapidement que le contenu du livre ne correspond pas au but visé. D'abord, on se rend compte (p. 28) que le mouvement au Canada francophone, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec, n'est pas inclus dans l'étude. Il est étonnant qu'une maison sérieuse comme Oxford University Press ait accepté un titre susceptible d'induire en erreur sur ce point.

Ensuite, on a l'impression que, malgré l'objectif annoncé, les auteures ont suivi un plan caché qui a dominé le choix du matériel : la conclusion de l'ouvrage semble indiquer que tel est le cas. En effet, celles-ci admettent qu'elles ont commencé leur livre avec des sentiments de démoralisation, de confusion et même de colère au sujet du projet féministe, et qu'elles voulaient démêler les raisons pour lesquelles le mouvement a « trahi » ses promesses, s'est fragmenté, etc. (p. 259). L'ouvrage devient un véhicule dont le but presque thérapeutique est d'arriver à un jugement plus optimiste pour l'avenir (p. 262).

Finalement, le livre comporte une argumentation élaborée en faveur de l'approche « socialiste féministe », tant du point de vue de l'analyse du mouvement des femmes anglophones que du point de vue de la praxis prônée par les auteures. On ne peut s'objecter à ce point de vue; au contraire, beaucoup de féministes seront en accord avec elles. Par contre, ces dernières ne développent pas de cadre conceptuel pour l'analyse du mouvement des femmes, comme on l'annonce dans la présentation; il s'agit plutôt de trois féministes socialistes qui essaient de nous persuader du bien-fondé de leur approche. Le livre devient une tentative d'élucider une expérience du mouvement des femmes, et d'en tirer des leçons pour l'avenir du mouvement au Canada anglophone, J'aurais aimé que le titre et la présentation reflètent le contenu du livre, qui aurait pu s'intituler, par exemple, « Three Socialist Feminists Reflect on the Women's Movement in Anglophone Canada ». On le lirait alors dans cette optique.

Je suis maintenant obligée de dire que le livre ne rencontre pas ses propres objectifs. Le chapitre le plus long (chap. 2) couvre l'histoire de la deuxième vague du mouvement des femmes au Canada anglophone, à la fois sur la base du matériel écrit, dont les ressources du « Canadian Women's Movement Archives », et à travers les « voix » des trois auteures (on inclut des citations des « Voix 1, 2, 3 » de la même façon qu'on cite les autres sources). De cette façon, on obtient une image très personnalisée, surtout des années 60 et 70, qui met en vedette les localités où se trouvaient les auteures à cette époque, soit Toronto, le Montréal anglophone et Saskatoon. La méthode possède l'avantage de décrire les expériences de façon très réaliste, mais l'image globale est très partielle, sinon partielle.

Les chapitres suivants incluent une discussion bien présentée du cadre socialiste féministe (chap. 3) et de ses avantages pour le mouvement des femmes (chap. 4), et une présentation des stratégies de « disengagement » (c'est-à-dire de création de structures de remplacement et de « mainstreaming » (c'est-à-dire de l'utilisation de structures existantes pour l'élaboration de politiques féministes) (chap. 5).

Les deux derniers chapitres (sur l'idéologie du mouvement des femmes et sur l'organisation féministe) sont les plus faibles. D'abord, les auteures emploient le concept d'idéologie d'une façon peu cohérente pour désigner une gamme assez large de croyances, d'idées et de thèmes qui ont animé le mouvement des

femmes : « Sisterhood is powerful », « The personal is political » ou « La place de la femme se trouve au foyer ». Cette définition très floue d'un concept central pour tout mouvement social affaiblit l'analyse, en ravalant le mouvement féministe, un des plus importants du XX^e siècle, à un recueil de slogans, tactiques et stratégies. Quant à l'organisation féministe, la discussion néglige complètement la littérature traditionnelle sur les formes nouvelles d'organisation; ce qui paraît, pour les auteures, une création féministe est en fait une élaboration sur des modèles existants, tels qu'on les rencontre en sociologie des organisations. De nouveau, la discussion manque d'envergure, car les auteures portent trop exclusivement leur attention sur les aspects internes du mouvement.

C'est bien là la faiblesse centrale de cet ouvrage : une perspective de l'intérieur risque d'isoler le mouvement féministe du point de vue conceptuel et tend à le couper des autres courants et des autres tendances dans la société. Par contre, la force de la présentation provient de la nostalgie évidente que les auteures ressentent en racontant leurs expériences. Si vous voulez savoir comment trois féministes socialistes ont vécu le mouvement des femmes, et ce qu'elles prônent pour l'avenir, vous serez peut-être satisfaites. Mais l'analyse globale du mouvement des femmes au Canada reste à entreprendre.

*Peta Tancred-Sheriff
Département de sociologie
Université McMaster et
Centre canadien de recherche sur
l'informatisation du travail*

Andrée Côté et Lucie Lemonde, *Discrimination et Commission des droits de la personne*. Montréal, Éditions Saint-Martin, 1988.

En 1975, le Québec se dotait d'une Charte des droits et libertés de la personne protégeant ainsi les individus contre, entre autres, des attitudes et comportements discriminatoires. On le sait, il ne suffit pas que le législateur proclame un droit et en prescrive le respect pour que, dans les faits, les personnes modifient un comportement qui a, justement, nécessité une intervention législative. Pour faire en sorte que ces droits soient effectivement protégés et qu'un réel recours pour les personnes qui estiment avoir subi une situation discriminatoire, la Charte prévoit la création d'une Commission des droits de la personne. Cette dernière est chargée, entre autres, de promouvoir le respect des droits et des libertés, ce qui implique un rôle d'information et d'éducation et de recevoir les plaintes et faire enquête, ce qui comporte un rôle judiciaire compte tenu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Charte. « Seul organisme gouvernemental voué exclusivement à la promotion des droits reconnus dans la Charte [...] la Commission joue un rôle social et juridique important au Québec » (p. 10).

Depuis sa création, en 1975, aucune analyse n'a été faite du traitement des plaintes par la Commission. La recherche d'Andrée Côté et Lucie Lemonde est donc unique, puisqu'elle aborde cet aspect; elle est, par conséquent, nécessaire.